



MYTHE

Taxer la pollution sera catastrophique pour l'économie canadienne

RÉALITÉ

Des études économiques indiquent que l'établissement du prix du carbone stimulera l'innovation, l'investissement et l'emploi au Canada

CINQ FAITS À CONSIDÉRER DURANT L'ÉLECTION CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT DU PRIX DU CARBONE

FAIT 1 : Des études économiques indiquent que l'établissement du prix du carbone pourrait stimuler l'innovation, l'investissement et l'emploi au Canada.¹ Les industries d'énergie propre à faibles émissions de carbone créent d'énormes possibilités économiques à mesure que de plus en plus de puissances économiques adoptent des lois et des politiques pour atténuer les changements climatiques mondiaux.

FAIT 2 : Plusieurs pays – dont l'Allemagne, la Suède et la Norvège – qui imposent pourtant une taxe sur les émissions conservent une économie forte. Une taxe sur le carbone est un incitatif et un outil des plus convaincants que peuvent utiliser les gouvernements pour encourager les entreprises et les ménages à polluer moins et à investir dans des technologies et des pratiques plus propres.

FAIT 3 : Fixer un prix des émissions de gaz à effet de serre par l'adoption d'une taxe sur le carbone ou d'un système de plafonnement et d'échange est une mesure soutenue par les grands experts des politiques climatiques de la planète et appuyée par plusieurs groupes de travail internationaux dont le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat des Nations Unies, lauréat d'un prix Nobel.

FAIT 4 : Le coût de ne pas agir contre les changements climatiques serait astronomique. Selon l'économiste britannique Nicholas Stern,² auteur d'un rapport exhaustif sur l'économie des changements climatiques, les effets des famines, de l'augmentation du niveau des océans, des tempêtes et d'autres dommages environnementaux coûteront à l'économie mondiale des milliards de dollars. Stern a établi le coût global des changements climatiques à entre 5 et 20 pour cent du produit intérieur brut de l'ensemble des pays de la planète si les gouvernements n'agissent pas immédiatement.

FAIT 5 : Si nous agissons sans plus tarder, le Canada se mettra en position de concurrencer dans le marché mondial des énergies de remplacement et des technologies de transport propres – un marché en plein essor. Par contre, reporter l'adoption d'une politique d'établissement du prix du carbone risque de nuire à l'avantage concurrentiel du Canada dans l'économie de l'avenir, sans mentionner les risques associés aux coûts élevés des changements climatiques eux-mêmes, à l'adaptation aux changements climatiques et à l'intensification des émissions.

Renseignements : info@reseauactionclimat.caère de changements climatiques durant cette élection.

¹ Mark Jaccard & Associates. 2007. *Cost Curves for Greenhouse Gas Emission Reduction in Canada: The Kyoto Period and Beyond*; Organisation des Nations Unies. 2007. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 4^e rapport d'évaluation, groupe de travail III; UK HM Treasury. 2006. *The Stern Review on the Economics of Climate Change*.

² UK HM Treasury. 2006. *The Stern Review on the Economics of Climate Change*.